Dans ce numéro : un supplément « EDUCATION » de 4 pages

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

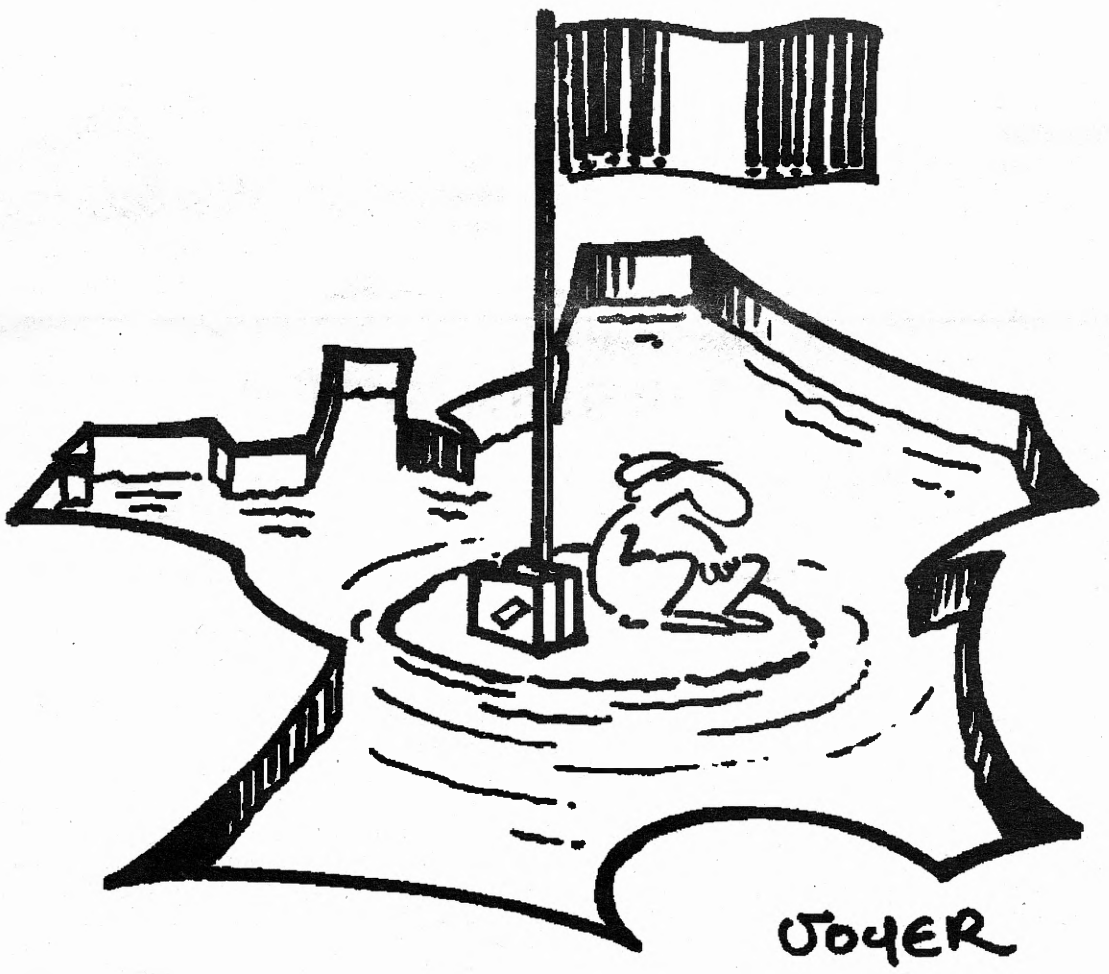
28 MARS AU 3 AVRIL 1996

N° 1036

10,00 F

IMMIGRATION - DROIT D'ASILE

IMMIGRÉS : A QUAND LE CODE-BARRES ?



IL Y A TROIS ANS DÉJÀ, les lois Pasqua avaient fait grand bruit, mobilisant les secteurs associatifs et politiques (y compris ces braves expulseurs humanistes du PS). L'avant-projet de lois Toubon-Debré promet, lui, d'enfoncer un peu plus le clou du racisme et du contrôle social. Dans l'œil du viseur : l'hébergement d'étrangers, les cartes de résidents et les demandeurs d'asile... Suivez le guide !

Big Brother is watching you !

Tandis qu'en amont, on multiplie les blocages pour l'obtention de visas, en aval, les institutions mettent la pression sur les hébergeants. Après avoir exigé d'eux la présentation d'un justificatif de logement et le paiement d'un timbre fiscal de 100 francs (il n'y a pas de petits profits !), l'avant-projet parle dorénavant de mettre au point un fichier des hébergeants par département, fichier auquel les mairies auraient accès, à charge pour elles de refuser la délivrance des certificats si « les demandes antérieures de l'hébergeant font apparaître un détournement de la procédure » (mais où commence le détournement de procédure ? Mystère !). Pour corser le tout, les hébergeants devront prévenir la mairie du départ de leur visiteur et présenter « une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des dépenses médicales hospitalières, de protection et d'aides sociales résultant de soins ou d'aides publiques », dont leurs hôtes pourraient bénéficier pendant leur séjour dans l'Hexagone. Jean-Marie Le Pen en rêvait, mais c'est Debré qui l'a fait. On assiste là à un flicage des hébergeants soupçonnés d'emblée d'être des pourvoyeurs de clandestins (de surcroît, pouvant être malades !).

L'avant-projet s'en prend également aux détenteurs de la carte de dix ans. Cette carte, et surtout son renouvellement quasi-automatique (« *de plein droit* »), fut obtenue au prix de longs combats... qu'il va falloir de nouveau mener ! Car si le texte proposé reste en l'état, il permettra aux préfets de refuser la délivrance d'une nouvelle carte de résident en cas de « *menace pour l'ordre public* ». Mais qu'est-ce qu'une menace pour l'ordre public ? Le pouvoir compte-t-il expulser tous les cambrioleurs et autres voleurs de voitures ? Est-ce la solution que le RPR compte apporter au problème de la délinquance « étrangère » ?

(suite p. 2)

T 2137 - 1036 - 10,00 F

Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté

S'IL N'EST PAS impossible d'imaginer ce que devra être demain, cela reste à la fois une activité vaine, car il ne pourra s'agir que du négatif de l'actuelle société oppressive ou d'un aujourd'hui en mieux, et une activité nocive en ce sens qu'elle se substitue à la capacité et aux désirs de ceux qui vivront alors.

Si l'on veut faire une approche qui soit opérationnelle et positive, on ne peut que décrire la situation présente et, dans cette situation, les conditions de l'émergence des désirs, des solidarités et des actions en rupture avec le quotidien de l'oppression, qui décriront eux-mêmes et dans les faits, à chaque instant, une dynamique révolutionnaire.

Le chemin « en train de se faire »

L'illusion qu'il est pourtant nécessaire de décrire ces lendemains qui chantent nous conduit à un écueil (que nous stigmatisons quand nous le rencontrons chez tous les sectateurs, qu'ils soient de la croix, du croissant, de la faucille ou de quelque autre dogme) dont l'existence même est la démonstration cruelle qu'il est difficile de s'extraire de ce que nous sommes, ici et maintenant, enfants de l'oppression, de son école, de sa pensée, de ses techniques, et même de son imaginaire. Cet écueil est la double obsession de la gnose — connaissance de l'élément premier et fondamental, du point de départ de toute chose — et de l'eschatologie — théorie du but ultime, des fins dernières. A vouloir une clé qui explique tout et une clé qui résout tout — autant que faire se peut en un seul système valable pour le passé, le présent et l'avenir (par exemple l'accumulation primitive du capital, la lutte des classes et l'Etat ouvrier libérateur) —, on s'égare dans la vision finie de ce qu'il faut à l'Homme et de la voie royale qui y conduit.

La réalité est trop complexe pour tenir à une explication unique et fondamentale et la liberté fort heureusement trop multiple pour qu'on puisse prévoir un système qui la satisfasse totalement. A ne pas savoir résister au désir de répondre à la fameuse question : « D'où venons-nous et où allons-nous ? », nous nions la liberté totale, immédiate et permanente, que nous sommes.

La tâche des anarchistes n'est pas de définir les lendemains qui chantent et le chemin qui y mènera, mais de permettre à chacun de vivre ce qu'il veut vivre en fonction de ses désirs et de ses besoins, de montrer par des pratiques que c'est possible ; et c'est de ces pratiques de rupture — inévitablement conflictuelle avec le système dominant — que se tracera, non la voie vers le but auquel il faut tendre, mais le chemin « en train de se faire » à travers tous les possibles — et tous les

(suite p. 4)

Immigrés : à quand le code-barres ?

(Suite de la « une »)

Pour finir, le texte s'en prend aux demandeurs d'asile. Comme vous le savez, le mythe de la France terre d'asile est un vieil axe mobilisateur pour la gauche humaniste. Comme vous le savez également, droite et gauche ont gaillardement liquidé ce droit en quinze ans, le réduisant à une ridicule peau de chagrin. Debré, lui, va encore plus loin : dorénavant, un demandeur d'asile débouté par l'OFPRA, venant d'un Etat dans lequel « *il n'existe pas de manière générale de risque de persécutions* » pourra être expulsé avant même que son dossier ne soit réexaminé par la Commission des Recours. Lorsqu'on sait de quelle manière sont traités les dossiers de demandeurs d'asile débarquant de pays « amis » et bons « partenaires commerciaux » (Maroc, Roumanie, Côte-d'Ivoire...), on a tout à craindre ! Et comme si cela ne suffisait pas, l'avant-projet propose ni plus ni moins un pointage bimensuel (autant dire un contrôle judiciaire !) des demandeurs d'asile. Enfin, le ministère entend prolonger la durée maximale de rétention administrative (jusqu'alors de dix jours) et, importante modification, le refus d'embarquer ne conduirait plus la personne en prison (les peines sont d'ordinaire de trois mois), mais le ferait retourner en rétention pour de nouveau dix jours maximum ! (et ainsi de suite...).

Pour mourir pour la France, pas besoin de visa ni de carte de séjour ! Photo AFP (Tchad).

Quelle risposte ?

Laminé par quinze ans de défaites successives et par autant d'années d'errances tactiques (les trotskystes de la LCR étant passés experts dans l'art de la courbette devant le PS et consorts), le mouvement antiraciste n'est pas au mieux. Lâché par la gauche social-démocrate (sur la question de la citoyenneté, du droit d'asilé, du regroupement familial) en qui il avait remis tous ses espoirs, les structures diverses qui le composent sont pour la plupart des coquilles vides de militants et de perspectives. C'est donc en situation d'extrême faiblesse qu'il va devoir engager la lutte contre ce projet de loi sécuritaire. C'est pour lui, à mon sens, l'heure du choix.

Depuis plusieurs mois, le PS multiplie les appels du pied pour qu'à nouveau « on » lui fasse une petite place en bas de tracts, pour la plus grande joie de la LCR. A dire vrai, il serait prêt à signer n'importe quoi, du moment que la presse, servile, lui réserve une petite colonne témoignant de son attachement aux valeurs de l'humanisme bon teint. C'est le cas en Bretagne, aujourd'hui, où on le voit s'en prendre (« *enfin !* », dirait la Ligue) à la politique de répression des « hébergeurs de Basques » menée depuis... 1992 ! Les expulseurs d'hier se plaignant des expulseurs d'aujourd'hui : il y a vraiment des claques qui se perdent !

Il y a fort à craindre, malheureusement, que les bonnes âmes de la LDH, du MRAP ou autres nous rejouent la sempiternelle carte de l'unité (l'heure n'étant pas, comme d'habitude, aux règlements de comptes !). A nous de leur faire comprendre encore et encore que la lutte contre le racisme et les politiques liberticides ne pourra rien donner tant que le mouvement lui-même n'assumera pas d'une manière claire, nette et précise sa rupture avec les logiques politicardes de la gauche (objectif 1998 !) et de l'extrême gauche (objectif recomposition !). Utopique ? Utopique ! De façon conséquente, à nous d'organiser la riposte sur des bases libertaires et anticapitalistes.

PATSY
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

PARIS
dimanche 28 avril - 17 h
lundi 29 avril - 20 h 30
THÉOPHILE
(animateur des « Chroniques de l'ozone », sur Radio Libertaire)
et TONIO GÉMÈME
se donnent en spectacle au
THÉÂTRE du TOURTOUR
20, rue Quincampoix, 4e arr.
Entrée : 60 F.

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Non-assistance à personne en danger

Cinquante-trois ans et elle a un cancer. Un cancer qu'elle aurait voulu soigner en France, puisque sa fille est française. Le médecin de l'hôpital d'Alger, qui avait fait les examens, lui avait dit qu'il était encore temps. A condition qu'elle parte sans attendre, elle pourrait guérir à Paris.

Ayant appris que sa mère était gravement malade, Hakima s'arrangea pour la faire venir. C'était il y a deux ans. A cette époque-là, on arrivait encore à obtenir un visa si l'on avait de la famille en France. C'est devenu quasiment impossible aujourd'hui. Actuellement, la seule façon pour un Algérien de se procurer un visa, c'est de graisser la patte à un fonctionnaire du consulat de France à Alger. Bien qu'officiellement fermé, son activité se poursuit de manière souterraine. Il lui en coûtera entre 10 et 20 000 francs.

Arrivée en France dans les années 60, avec son mari, la maman d'Hakima y avait vécu pendant près de trente ans. Ses enfants y étaient nés. Gérante d'un café à Saint-Denis, elle les élevait toute seule car, encore jeune, elle était devenue veuve et ne s'était jamais remariée. Quand le garçon et la fille avaient atteint l'âge adulte et qu'ils étaient partis chacun de leur côté, elle avait senti que plus rien ne la retenait ici et elle avait décidé de rentrer au pays. Chaque été, ses enfants allaient la voir, au moment des vacances.

Après six années d'absence, la voici revenue, avec ce cancer de l'utérus qui mettait sa vie en danger. Elle avait apporté ses radios et une lettre que lui avait remis le professeur pour ses confrères parisiens. Il était évident qu'il fallait l'hospitaliser de toute urgence pour lui faire une série de rayons avant de l'opérer. Si on s'y prenait maintenant, elle avait encore une chance.

Hakima emmena sa mère dans plusieurs hôpitaux. Tous étaient d'accord sur la nécessité d'une intervention rapide, mais aucun n'acceptait de la prendre en charge car la mère d'Hakima n'était pas inscrite à la Sécurité sociale. Le coût de son opération était estimé à 70 000 francs et cette femme, qui avait cotisé pendant près de trente ans sans jamais être malade, avait perdu tous ses droits parce qu'elle était repartie dans son pays pendant plus de trois ans. Elle était alors devenue ce qu'on appelle une « primo-immigrante », c'est-à-dire que ses trente années de résidence en France avaient été balayées d'un coup et qu'elle se trouvait dans la même situation que si elle arrivait pour la première fois.

Hakima a longtemps cherché un moyen de faire opérer sa mère. Ne gagnant que le SMIC, il lui était impossible d'emprunter de l'argent. Pourtant, elle avait trouvé une clinique qui acceptait de pratiquer l'opération pour 40 000 francs, soit près de la moitié du prix de l'Assistance publique. Mais c'était encore trop. Malgré tous ses efforts, elle n'est pas parvenue à réunir cette somme. Le visa de trois mois décline de jour en jour. De toute manière, maintenant, il est trop tard. On a trop attendu et les médecins ne peuvent plus rien pour elle. Cinquante-trois ans, elle a mon âge, et on aurait pu la sauver.

CLAUDE

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

le monde libertaire
Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays.....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

DÉTENTION

Echo de lieux de galère... Osny et Nanterre

Notre attention a été attirée par plusieurs courriers d'un prisonnier de Nanterre. C'est une des 13 000 prisons « privées », où seuls les surveillants dépendent du ministère de la Justice.

La maintenance, qui comprend le ravitaillement, l'hôtellerie, la santé, le travail sont assurés par des entreprises privées, dont le seul but est de gagner du fric.

A Nanterre, les prisonniers nous signalent des événements graves, qui se passent dans cet établissement.

Nous avons rendu compte dans l'émission du mercredi 20 mars de Radio Libertaire, « Ras-les-Murs ». Nous pensons qu'il est important d'élargir le réseau de personnes sensibilisées aux problèmes du monde carcéral. Aujourd'hui, nous parlons de Nanterre, mais toutes les prisons sont des lieux où ne règnent que le non droit et l'arbitraire.

Les lois Pasqua et les graves élucubrations de Jean-Louis Debré menacent sérieusement nos libertés et encore plus celles des étrangers en situation régulière ou non. Nous assistons de plus en plus à l'emprisonnement des militants qui apportent leur soutien aux peuples en résistance avec leurs Etats. A quatre ans de l'an 2000, la prison fait de plus en plus partie du quotidien des anarchistes et de tous ceux qui disent non.

Nous avons contacté le directeur de Nanterre et le ministère de la Justice pour savoir quelle suite avait été donnée aux revendications des détenus de Nanterre : silence radio.

« **RAS-LES-MURS** » **(Radio Libertaire)**

Ce texte, qui fait référence aux prisons d'Osny et de Nanterre, a été signé par un garçon d'un pseudo : « Trivial poursuite », pour éviter justement des poursuites !

EN FÉVRIER 1994, je suis incarcéré à la Maison d'arrêt d'Osny. Toutes les prisons ont leur règlement propre, mais le détenu n'en est pas informé, ce qui entraîne des sanctions arbitraires.

Par exemple : un mois après mon arrivée, mon amie a obtenu un permis de visite, elle m'attend au parloir. A Osny, il est interdit d'avoir des sacs en plastique, me voilà trimballant mon linge sale enveloppé dans une petite serviette sous le bras.

Je me retouve dans les escaliers à attendre que le surveillant m'appelle. Ensuite, je suis accompagné par celui-ci à la salle d'attente, avant de rentrer dans le parloir où, là, on est palpé.

La visite dure dans un va-et-vient perpétuel des deux côtés du parloir. Quand la visite est terminée, on passe à la fouille à corps complétement nu.

Et, là, pour moi, les ennuis commencent. Le surveillant me demande de me retourner et de m'accroupir. J'ai refusé de me retourner et de m'accroupir, ce qui m'a valu un rapport de celui-ci, où il était inscrit que je refusais la fouille. Je suis passé au prétoire (tribunal interne de la prison, constitué du directeur, de surveillants et du détenu sans avocat). j'ai été puni de trente jours de parloir hygiaphone, avec fouille à corps au retour et six jours avec sursis ou quartier disciplinaire.

Quelque temps après, ma copine est arrivée avec cinq minutes de retard au parloir et le surveillant qui s'occupe des visites l'a insultée, l'a rabaissée et a demandé l'annulation du permis de visite à son chef hiérarchique. Celui-ci m'a convoqué et m'a annoncé qu'il demanderait l'annulation du permis de visite de ma copine, au juge d'instruction.

J'ai contacté mon avocat, pour qu'il arrange l'affaire. En principe, le courrier envoyé aux avocats ne doit pas être lu par la direction. Toujours est-il qu'un matin à 7 heures, le surveillant d'étage m'a dit de faire mon paquetage et je me suis retrouvé seul, dans une cellule du rez-de-chaussée.

Et là, j'était en surveillance permanente, 24 heures sur 24. Lorsque j'étais en promenade ou en cours scolaire, un surveillant venait dans ma cellule. la nuit, dès 19 h, l'œilleton se soulevait toutes les heures. Et, sans savoir pourquoi, je me suis retrouvé avec le statut de détenu à haut risque (DHR).

Ce statut est attribué seulement au détenu en préventive et inculpé de vol avec arme. Nous étions une vingtaine à l'avoir. Je suis persuadé que cette décision ne vient que du directeur et non pas du juge d'instruction. J'ai demandé une audience au directeur. Je ne l'ai jamais obtenue.

D'autres faits se sont passés à Osny. Deux détenus fraîchement arrivés, l'un se plaignait d'un mal de tête, l'autre trop épuisé pour réclamer un médecin pour son copain. Deux jours plus tard, son copain a été transféré à l'hôpital de Fresnes (hôpital de la région parisienne qui ne reçoit que des détenus), il en est sorti les pieds devant. Tout cela à la suite d'une garde à vue musclée.

Une autre fois, un détenu qui était de retour d'extraction s'est fait frapper par un agent de la force publique au greffe de la Maison d'arrêt d'Osny, devant deux surveillants, le directeur et quelques détenus. Quelques jours plus tard, un détenu a interpellé le directeur sur la suite de cet incident . Celui-ci lui a répondu : « *Cela ne me concerne en rien, car cela n'a rien à voir avec la maison d'arrêt.* »

Sans aucune raison notifiée, je me suis retrouvé transféré à la maison d'arrêt de Nanterre, en février 1995. Pour m'escorter, alors que j'étais seul, il y avait six gendarmes, avec gilet pare-balles, berger allemand et fusil à pompe !

Je me suis rendu compte qu'ici, pour les surveillants, c'est la tête qui compte, la race et la religion. La majeure partie de ceux-ci sont d'outre-mer et une majeure partie raciste, bien sûr ils ne le disent pas, mais leurs attitudes parlent pour eux.

J'avais l'accord du médecin pour faire du vélo médical ; je me rends à l'infirmerie et le surveillant de l'infirmerie, sans aucune explication, m'interdit de faire du vélo et me renvoie en cellule !

Un autre jour, j'arrive en retard en promenade. Il me laisse passer, mais me donne un grand sac poubelle et m'ordonne de ramasser les papiers. j'ai refusé. Il me dit : « *A la fouille* ». Je m'exécute. Il prend tout son temps pour palper les vêtements que j'avais déposé sur la table. Pendant ce temps, je suis en train de me geler !

Tout ceci peut vous paraître dérisoire, mais en prison, c'est quotidiennement que les surveillants, par leurs attitudes, nous mettent sous pression, font eux-mêmes leurs lois et, nous, nous sommes obligés de subir cet arbitraire, car, lorsqu'il y a de notre part remise en cause, révolte, c'est le prétoire, le quartier d'isolement ou le transfert. mais nous continuons, car, pour nous, la révolte est la seule dignité qui nous reste.

Je continue sur les brimades ordinaires à Nanterre. Lors d'une fouille de ma cellule, le surveillant me prend la vingtaine de cassettes pré-enregistrées, plus quelques autres que m'avait données des détenus à leur sortie. Je ne savais pas qu'à Nanterre nous n'avions pas le droit d'avoir ce genre de cassettes (c'était autorisé à Osny).

Le surveillant me fait un rapport d'incident, plus prétoire. Je me suis pris dix jours avec sursis ! Le rapport stipule ceci : « *Trafic de cassettes vierges pré-enregistrées. Interdit à la vente à la Maison d'arrêt de Nanterre.* » J'ai essayé de m'expliquer, en leur disant qu'à Osny c'était autorisé, qu'il n'avait qu'à vérifier.

Huit jours plus tard, je me retrouve au prétoire et là je prends dix jours de quartier disciplinaire ferme, car le directeur d'Osny n'avait pas confirmé. Voilà la prison, tout y est fait pour nous détruire, nous casser.

Voici les derniers événements, qui se sont passés à Nanterre. Trois jeunes toxicomanes sont arrivés ; ils ont été placés en cellule. Comme ils étaient en manque, ils réclamaient des médicaments pour atténuer leurs souffrances, mais aucun médecin, aucune infirmière ou surveillant n'ont voulu les aider. Ils se sont mis à tout casser dans leur cellule. A ce moment-là, les surveillants, les gradés et la sous-directrice sont arrivés , et les ont arrosé de gaz lacrymogène, les ont descendu au mitard. La sous-directrice a ordonné de les mettre tout nus.

Les trois jeunes ont de nouveau appelé pour voir soit le médecin, soit l'infirmière. Ils sont venus, mais n'ont rien fait. Le lendemain matin, ils ont été trouvés en état d'hypothermie. Ils ont été amenés à l'hôpital de Fresnes. (Je tiens préciser aux familles de ces trois détenus de ce battre et de ne rien laisser au hasard, car, ici, rien n'est fait de hasards. Tout est calculé.)

Il faut savoir qu'à Nanterre, il n'y a pas de chauffage. Nous sommes obligés de mettre de grandes serviettes sous les fenêtres pour couper le vent. Nous dormons presque habillés. Et, dans la cellule, ils nous arrivent d'avoir la goutte au nez...

Maintenant, parlons du travail à Nanterre. Ce n'est pas du travail, c'est de l'esclavage ! Les détenus qui sont obligés de travailler à Nanterre, ce sont souvent les étrangers en situation irrégulière sans ressource. Ils travaillent dans les ateliers. Ils cotisent à la sécurité sociale. Ils payent leur pressing pour leur bleu de travail. Et le reste leur sert juste à se payer des cigarettes et à louer la télé. Et, en plus, quand ils sortent, ils ne sont plus couverts par la Sécu.

La nourriture à Nanterre, c'est la famine pour ceux qui ne sont pas soutenus à l'extérieur par leur famille. La nourriture, cela dépend d'une boîte privée, la SIGES, qui est une succursale de la Lyonnaise des Eaux. C'est la plus grosse escroquerie qui existe ici. Elle s'occupe des repas. Celui qui est obligé de manger doit se boucher le nez, fermer les yeux et il n' a plus qu'à s'imaginer qu'il avale un bon couscous royal ! En clair, même un chien ne mangerait pas cela. L'Etat donne environ 16 francs par repas, et, dans nos assiettes, cela revient à 3 ou 4 francs. Calculez le bénéfice net que fait la SIGES.

Dans toutes les prisons, il existe la « cantine », endroit où sont mis en vente beaucoup de produits vendus à l'extérieur (chocolat, lait, œufs, viande, savon, légumes, fruits...). C'est l'Administration pénitentiaire qui achète ces produits en gros et les revend aux détenus. Déjà, dans les prisons publiques, les prix sont majorés par rapport à l'extérieur. Dans les prisons privées, là c'est du délire, la SIGES multiplie facilement ses bénéfices par trois ou quatre. La somme accordée pour un détenu condamné est de 1 200 F, donnés par la famille, les amis, etc. Vu les tarifs de la cantine, il est impossible de joindre les deux bouts, si on veut sortir en bonne santé.

Si vous ne pouvez vivre que de repas donnés par la SIGES, c'est sûr qu'au bout de plusieurs semaines de ce régime vous serez en très mauvais état de santé. La prison, c'est comme dehors, il y a des pauvres et des riches.

Heureusement que dans cet univers fermé, de non droit, où seul l'arbitraire règne, il y a des intervenants extérieurs qui nous apportent un peu de cette vie et de cette liberté qui nous manquent à tous ici.

TRIVIAL POURSUITE

Dernière minute : cette semaine, à Fresnes, trois détenus sont décédés. Deux, on ne sait pas comment. Le troisième avait demandé à être transféré à Marseille. Cela lui a été refusé. Pour faire pression, il s'est coupé un petit doigt, puis un deuxième. Comme cela ne faisait rien avancer, il a attendu que le surveillant s'approche de sa cellule pour se pendre. Il a été détaché, dirigé à l'hôpital de Fresnes où l'on a su qu'il était décédé. Morts mystérieuses ! Ces morts étranges sont de plus en plus courantes en prison, depuis deux à trois ans.

Lettre envoyée à Mme Fichot, sous-directrice de la Maison d'arrêt de Nanterre par 183 détenus

Madame la sous-directrice

Bonjour,

Nous représentons 183 détenus (et les autres, bien sûr) de la Maison d'arrêt des Hauts-de-Seine, bâtiments A, B et C, ainsi que des familles de détenus, des journalistes, des avocats, des associations de quartier.

Cette lettre, nous l'espérons, servira à calmer les esprits et vous permettra de prendre en considération les six points principaux pour lesquels nous nous battons.

1) — arrêter immédiatement immédiatement de monter et de laisser à poil les gars au mitard.

2) — arrêter de nous servir de la nourriture infecte pratiquement tous les jours, par la SIGES. Ne perdez pas de vue que la SIGES perçoit 16 francs par jour et par détenu, mais que le service ne les vaut pas !

3) — que la SIGES arrête de nous voler sur les cantines intérieures et surtout extérieures. Nous payons plein tarif pour des sous-marques !

4) — arrêter le racket pratiqué par la SIGES dans les ateliers. Elle prélève à tous les travailleurs des frais d'entretien, alors que les boîtes privées tirent des bénéfices énormes du travail des détenus.

5) — Sanctionner le vaguemestre, qui provoque des retards importants du courrier pour les détenus prévenus ou condamnés (de quatre jours à un mois). Des sanctions pour le surveillant Eddy qui s'est permis de suspendre arbitrairement des permis de visite à trois familles qui l'auraient insulté, ce qui ne constitue pas un motif légal.

6) — modifier la réglementation des douches, afin de faire coïncider les activités sportives et les douches. Cette modification épargnera les conflits entre les surveillants d'étage et et détenus.

Voilà, la balle est dans votre camp ! Nous espérons que ces six points principaux seront pris en considération. Chaque jour les droits des détenus sont bafoués. Maintenant, vous ne pouvez plus ignorer la réalité de ce qui se passe ici, notamment l'inefficacité notoire du service médical.

Nous vous demandons une réponse par l'intermédiaire des panneaux d'affichage qui se trouvent dans les étages, avant le 15 mars 1996.

Votre silence serait interprété comme une pure provocation et surtout un manque de respect. Sachez que la révolte gronde. Eu égard à votre situation, vous êtes la seule à pouvoir changer les choses.

Soyez à l'écoute des détenus avant qu'il ne soit trop tard. Il faut régler ces problèmes qui empoisonnent la vie de tous les détenus de Nanterre.

Des détenus en colère.

Dans l'attente d'une réponse, veuillez agréer, Madame la sous-directrice, nos sincères salutations.

Le 26 mars 1996

Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté

(Suite du ML n° 1035)

interdits — tels que les contingences de la vie et de la lutte le modèleront à chaque instant.

L'anarchie et le fédéralisme ne sont ni une religion ni un dogme, ce sont des propositions à vérifier sans cesse, dans la pratique, par tous et pour tous. Il ne revient pas aux anarchistes de décrire en détail les luttes et pratiques de rupture qui mèneraient « assurément » à une expression préétablie de la liberté — ce serait de l'avant-gardisme —, mais d'avoir des pratiques et des propositions dynamisantes et libératrices qui soient cohérentes avec les aspects objectifs et subjectifs de la situation actuelle.

Pour aborder cette situation, il est important de s'arrêter sur deux aspects particuliers de celle-ci, non qu'ils soient les seuls aptes à décrire avec pertinence le présent, mais parce qu'ils s'ajoutent aux analyses habituelles, « actualisent » la situation et la placent dans une perspective passée sous silence par les différentes analyses, qu'elles soient bourgeoises ou marxistes.

Les « Trente glorieuses »

Le prolétariat a vécu une situation particulièrement précaire jusqu'en 1945. Passons sur le XIXe siècle, sur lequel il n'est plus rien à ajouter, mais n'oublions pas que la situation n'était guère plus brillante à la fin de la Première Guerre mondiale. Ensuite vint la crise de 1929, et il faut attendre 1936 pour voir une sensible amélioration. Mais, tout aussitôt, c'est 1939 et les années noires de l'Occupation. C'est à partir de 1945 que commencent ce que Fourastié a appelé les « Trente glorieuses » (1945-1975, de la Libération au premier choc pétrolier). En fait, jusqu'en 1945, le prolétariat a vécu une situation quasi linéaire de difficultés : la famille comptait en général quatre enfants, ou plus, et les grands-parents vivaient souvent sous le même toit. Une famille se retrouvait avec un revenu, rarement deux, pour six à dix personnes. Durant les « Trente glorieuses », on verra des familles de quatre ou cinq personnes vivant avec un, sinon deux revenus, qui eux-mêmes auront sérieusement évolué.

On a imaginé trop souvent ces trente années comme un décollage de l'Histoire, permanent et irréversible. Il faut plutôt y voir une « bulle » liée à la convergence de divers facteurs : grands programmes nationaux de reconstruction et de relance des activités après la Seconde Guerre mondiale, nouveaux systèmes intercontinentaux (plan Marshall, Yalta, ONU...), nécessité de trouver de nouveaux débouchés (consommation de masse) en attendant un relatif décollage du tiers monde, néo-colonialisme... Mais les temps ont changé et les politiciens, appuyés par les divers experts, parlent depuis près de vingt ans de « crise » là où on assiste en fait au retour à la situation « normale » des couches populaires en société oppressive.

Ces mêmes experts prédisent une relance de l'activité économique — relance des profits, bien sûr, qui n'a rien à voir avec l'amélioration des conditions de vie des couches populaires — et recommandent suppression du salaire minimum, privatisation des protections sociales, fiscalisation des prestations, généralisation du travail précaire, suppression de pans entiers de la législation du travail, flexibilité et annualisation du temps de travail (ce qui revient à adapter le travail au carnet de commandes sans avoir à payer ni heures supplémentaires ni chômage partiel), recommandations reprises en chœur par tous les techno- politiciens, de droite comme de gauche, avec pour seule nuance l'appel du pied vers leur clientèle respective et des instrumentalisations différentes.

C'est avec les mêmes « nuances » que l'on a vu l'unanimité se faire entre droite et gauche (souvenons-nous du «... *sur ce point il n'y a pas de grandes divergences entre nous* » de Fabius à Chirac) pour amalgamer délinquance, banlieues difficiles, immigration et nécessité de renforcer le contrôle et la répression. Pourtant, à droite comme à gauche, de Simone Veil à Françoise Gaspard, une propagande humaniste est possible , et il est simpliste de ne voir dans ces propos qu'une pêche aux voix lepénistes. Gauche et droite ont l'une et l'autre suffisamment de moyens médiatiques pour étouffer la propagande raciste sous une autre s'il ne leur était pas utile, une fois aux affaires, de faire sonner la chanterelle que Boulanger, de la Roque, Laval, Poujade ont déjà fait chanter avant que Le Pen ne s'y mette. Le but est, depuis dix ans, de frapper le monde prolétaire, en commençant par sa partie la plus fragile, pour se lancer à l'assaut des avancées sociales, renforcer, moderniser et banaliser tout un appareil répressif (policier et judiciaire) afin de prévenir tout échauffement populaire et, en proposant un « ennemi » tout désigné, entretenir un climat de division et de « guerre civile larvée » interne au prolétariat (pauvre contre pauvre, ghetto dans le ghetto) propre à maintenir la paix sociale en jouant le réflexe sécuritaire.

L'individu éclaté

L'autre point qui permet de mieux saisir la situation est cet aspect de l'oppression qui réside dans la segmentation de nos vies et dans l'extrême ramification des institutions dans notre quotidien.

La société d'oppression cherche l'éclatement de l'individu, par un temps individuel socialement segmenté dans des tranches quasi étanches avec leur propre espace social : l'enfance, l'adolescence, l'âge actif (!), le troisième âge ; par la division de notre espace personnel intérieur dans lequel il nous faut choisir un rôle définitif : femme, homme, homo ; par la segmentation de notre temps social sur de courtes périodes : « métro-boulot-dodo », et sur de longues périodes : week-ends, vacances, rentrée. L'espace social dans lequel il nous faut vivre cet éparpillement est lui-même segmenté en espace de logement, espace de loisir, espace de travail, espace de formation, sans compter tous les éclatements schizoïdes engendrés par l'interpénétration des différents rôles à assumer en des temps — et des espaces — segmentés : femme, mère, épouse, travailleuse...

Tous ces éclatements s'opposent à toute conscience collective de leurs situations par les intéressés et, atomisant ces situations, à toute identité collective. Ils permettent en même temps une extrême ramification des institutions dans notre quotidien. Par exemple : pendant que nous sommes dans notre rôle « travailleur » dans l'espace de production, la personne qui est dans son segment « enfance » va à l'école et l'institution scolaire devient incontournable, non seulement dans sa fonction « connaissance », mais aussi dans sa fonction « éducation » et, plus gravement encore, dans la fonction « sociabilisation ». La reproduction du schéma de la société oppressive et l'illusion que ses institutions sont indispensables sont ainsi assurées.

D'autres phénomènes vont encore accentuer cette atomisation. D'une part, le tissu de solidarités traditionnelles et familiales s'est déchiré : durant les « Trente glorieuses », sous l'effet de la nette amélioration des conditions de vie, mais aussi sous celui de la modification de l'habitat (banlieues et zones pavillonnaires) et des diverses segmentations, la solidarité familiale a éclaté. Il n'y a plus que chez les familles très défavorisées et « marginalisées » (quart-monde, gitans...) qu'on trouve encore trois générations sous le même toit, alors que c'était courant dans les milieux populaires et ruraux d'avant-guerre. D'autre part, le lien avec le milieu rural qui permettait une solidarité matérielle s'est, dans le même temps, effondré : en 1995, 80% de la population vit en zones urbaines ou proches.

En même temps, la solidarité « de classe » s'est écroulée. Les améliorations des conditions de vie et de travail ont bien sûr beaucoup joué, mais ce qui a surtout été déterminant c'est la décentralisation technologique et géographique des grosses entreprises et le développement de la sous-traitance, qui a parcellisé, atomisé le monde du travail en petites unités autonomes indépendantes les unes des autres et pratiquant des politiques sociales et des modes de gestion disparates. De plus, le développement du secteur tertiaire a moins été une création d'emplois que l'extériorisation, la sous-traitance des activités tertiaires des entreprises (entretien-manutention, comptabilité-gestion, embauche et gestion, etc.) par des entreprises et des cabinets spécialisés.

Trois autres phénomènes vont encore enrayer la dynamique collective : l'existence d'une variété de plus en plus complexe de types de contrat de travail et de mode de rémunération, une mobilité de plus en plus grande de l'emploi entre différentes entreprises — avec des passages éventuels à l'ANPE et divers circuits de formation-insertion — et l'application du nec plus ultra de la gestion : l'articulation des « flux tendus », de l'annualisation du temps de travail et de la flexibilité de l'emploi qui permet désormais d'acheter la matière première et d'embaucher les salariés directement en fonction du carnet de commandes. Ces mécanismes, qui brisent toute solidarité, seront à leur tour renforcés par la segmentation sociale. Par exemple, les travailleurs d'une même entreprise n'habitent plus le même espace et sont dispersés dans une aire d'habitation de plus en plus étendue.

Ainsi, d'une part, la segmentation de nos vies en micro-espaces dispersés, éclatés, brisant les solidarités et la prise de conscience collective et, d'autre part, le retour à une situation économique précaire et sans autre perspective que l'aggravation décrivent désormais un champ d'action et une stratégie pour le moyen terme : restituer à l'être humain sa pleine dimension intérieure-individuelle et sociale-collective, non seulement de travailleur mais aussi et surtout de co-citoyen et de personne.

Coordination et fédéralisme

La société pour laquelle nous, anarchistes, luttons n'est pas une société où le citoyen et le travailleur sont disloqués par les conditions de la domination, mais où l'être humain se réalise pleinement citoyen, dans sa cité, dans l'éducation, au travail, dans ses loisirs... Et ce quels que soient (c'est-à-dire non pas malgré, mais grâce à) son âge, son sexe et son origine.

« Stratégie pour le moyen terme », ai-je écrit, et non à long terme car il nous faut savoir éviter la cristallisation sur des stratégies à long terme qui deviennent vite de vains combats d'arrière-garde, les luttes entraînant inévitablement une adaptation de l'oppression qui, à son tour, implique de nouvelles formes de lutte.

Pour être révolutionnaire, une lutte doit inciter chacun à la rejoindre. Elle doit donc être la pratique des espoirs telle que chacun puisse s'y reconnaître, en tant qu'individu, usager, parent, travailleur, consommateur... Il nous faut aujourd'hui mener des pratiques de rupture avec l'oppression dans tous les domaines de la vie de manière que ces luttes au quotidien contre l'oppression permettent de se découvrir des intérêts, des désirs communs, de les expérimenter ensemble et de mettre en place des nouvelles solidarités.

Pour lutter contre la segmentation oppressive, il est indispensable que ces luttes et pratiques de rupture s'articulent entre elles, se coordonnent, et cette articulation est fondamentalement révolutionnaire, car elle est la réponse de l'action à l'éclatement recherché par l'oppression.

Certes, coordination n'est pas fédéralisme, mais, le besoin suscitant les moyens, le fédéralisme se mettra en place petit à petit, en réponse aux contingences. Ce ne sera peut-être pas le fédéralisme décrit par les théoriciens de l'anarchisme, ce ne sera pas non plus celui mis en place par d'autres luttes (Kronstadt, l'Espagne 36...), ce sera celui des combats et des contingences d'aujourd'hui et des gens tels qu'ils sont.

Le fédéralisme n'est pas un modèle à mettre en place dès maintenant, un canevas, un moule dans lequel les « masses » n'auront plus qu'à se couler, libérées et reconnaissantes, mais une proposition à faire à tous ceux qui sont engagés dans une action quand celle-ci rencontre ses premières exigences d'articulation avec d'autres actions, d'autres champs de la vie.

Si le fédéralisme ne se fait pas par tous en fonction des désirs, des besoins, des luttes, des réalisations partielles, ce sera une fois de plus bâtir à la place de ceux qui luttent, désirent, espèrent ; ce serait définir l'itinéraire fléché de la liberté. Ce serait une fois de plus de l'avant-gardisme.

JEAN
(gr. Maurice-Joyeux - Paris)

NOUVELLE BOURGEOISIE ROUGE, POUVOIR SOCIALISTE (EX-COMMUNISTE), MAFIA...

La Bulgarie est mal partie

En reprenant et modifiant le célèbre ouvrage de René Dumont (*L'Afrique est mal partie*), ce titre reflète assez bien le marasme qui semble emporter la Bulgarie.

Depuis un certains nombre d'années, j'essaie de rapporter le plus objectivement possible aux lecteurs de la presse anarchiste mes réflexions sur un pays ayant une tradition libertaire. En compulsant mes divers écrits, le lecteur a l'impression que je me répète, que je rabâche un fait qui devient, au fil des années, une évidence : rien n'a changé en Bulgarie.

Le peuple bulgare et les compagnons anarchistes semblent laisser la voie libre à leurs bourreaux, aux sangsues de l'ère post-communiste.

Ces ennemis de l'espèce humaine ne sont pas nouveaux. Cette gangrène existait déjà sous l'époque du capitalisme d'Etat. Ils œuvraient à visage couvert, en dehors de la vie quotidienne. Le quidam, dans son ensemble, n'était pas dupe et connaissait leur existence par rumeur interposée.

Depuis la première hausse des prix, en février 1991, l'Etat et la mafia se montrent au grand jour. L'Etat de la République bulgare, qui n'est plus socialiste, est toujours aux mains de l'ancienne *nomenklatura*. Les fidèles serviteurs ne pensent qu'à s'enrichir rapidement au détriment de la majorité de la population.

L'Etat est le dévoreur du peuple, vivant et régnant grâce aux tributs qu'il l'oblige à payer. Après la « révolution de velours » de novembre 1989, l'Etat communiste a commencé par affamer le peuple (août 1990 - février 1991, mise en service des tickets de ravitaillement), enclencher la spirale inflationniste (à partir du 1er mars 1991) pour, enfin, spolier le peuple de l'appareil de production.

Le peuple et les anarchistes n'ont toujours pas demandé des comptes à ces accapareurs des temps modernes. L'Etat a affamé son peuple alors que les produits de première nécessité étaient soit détruits soit conservés, attendant la hausse des prix.

Les dernières élections législatives (fin 1994) ont vu la victoire du Parti socialiste (ex-PC). Mais comble d'ironie, la nouvelle république a à sa tête un repère de « donneuses », de fidèles collaborateurs de la police politique de l'époque antérieure.

Le nouveau premier ministre, Jean Videnov, n'était pas tellement apprécié par ses camarades d'université quand il était étudiant à Moscou. Il ne faisait que son travail de responsable des jeunesses communistes en rapportant les faits et gestes de ses camarades d'infortune auprès de l'ambassade bulgare à Moscou.

L'actuel président de la République, Jelio Jelev, membre du parti de l'opposition, a un passé assez trouble. Les ambassades occidentales l'ont fait passer comme le Soljenitsyne bulgare. Après avoir écrit *Le Fascisme* (une soi-disant comparaison avec le communisme de l'époque), le cher président a été exilé dans son village natal. La répression semble bien puérile à côté de celle de Markov (assassiné [empoisonné] à Londres en 1978 par un fameux « coup de parapluie bulgare ») et des anarchistes jetés dans de nombreux camps de concentration (de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 60). Des rumeurs et des documents circulent de plus en plus sur sa collaboration passée avec la police politique de Todor Jivkov (secrétaire du Parti communiste bulgare de 1954 à 1989, actuellement en résidence surveillée). L'actuel président de la république bulgare était-il un agent du Parti ?

L'Etat bulgare n'a pas, à proprement dire, une politique économique. Il se désengage de plus en plus des activités de production, de distribution et d'échange. Les unités de production, de distribution, ont déjà été distribuées aux camarades responsables. Les autres richesses sont aux mains de la mafia bulgare. Un compromis semble exister entre ces deux entités, comme au temps jadis. Ils ont le même but : s'enrichir rapidement au détriment de la population. Souvent dans les conversations, on retrouve ce vieil adage populaire : « *L'Etat bulgare, c'est la mafia* ». Néanmoins, le nouveau gouvernement ne passe pas son temps à compter les dividendes. Il travaille pour la famille des nouveaux riches, en démantelant les acquis sociaux.

Une sécurité sociale de plus en plus restreinte, des salaires bas, des retraites misérables font le bonheur des capitalistes bulgares et étrangers.

« *Enrichissez-vous !* » ; mais à quel prix ?

Ce slogan a remplacé le traditionnel « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* »

La seule résistance face à cette réappropriation détournée vient des campagnes. Les paysans, dans leur ensemble, refusent de rendre la terre aux coopératives gigantesques du temps jadis. Même le président de la République y va de son veto. Cette opposition ne correspond pas à nos pratiques anarchistes (possession oui, propriété non), mais elle a néanmoins le mérite d'exister dans une Bulgarie qui a oublié de mettre à son ordre du jour la lutte des classes. Néanmoins, l'organisation de l'espace agricole est marquée par la présence des tracteurs. Des villages « cheval-charette » côtoient des villages « tracteur », ceci dans un rayon de 20 kilomètres. Au moment de la grande braderie communiste (durant les années 1991-1992), le matériel agricole a été vendu pour une somme symbolique à la grande famille de la bourgeoisie rouge.

Actuellement, le monde rural reste seul garant des traditions et de l'hospitalité bulgare.

Les communistes, après leur victoire aux dernières élections législatives, tentent de remettre la direction des usines étatiques à des membres de la famille, sans tenir compte des aspirations et de la volonté des travailleurs. Des responsables, apolitiques ou membres des partis agrarien ou démocrate, ont été limogés alors que l'ensemble des travailleurs reconnaissait leur valeur professionnelle. A ma connaissance, il ne semble pas qu'il y ait eu des ripostes face à cette mainmise sur l'appareil de production. Les travailleurs bulgares semblent se complaire dans une léthargie de plus en plus funeste à la lutte des classes. l'individualisme, le repli sur soi semblent devenir le leitmotiv de la mentalité bulgare post-jivkovienne.

L'Etat bulgare, sous tutelle communiste, va même jusqu'à ruiner les dernières économies des travailleurs. Des banques (le plus souvent des officines de la bourgeoisie rouge) se mettent en liquidation, en emportant les sommes déposées à leurs guichets. L'« affaire de la pyramide » de la région de Varna (ville située sur les bords de la mer Noire) en est le parfait exemple. Les épargnants ruinés ont dressé des tentes dans la capitale balnéaire, afin d'alerter l'opinion publique contre l'incapacité (ou la complicité) de l'Etat à poursuivre les escrocs. Ces rassemblements n'ont pas encore eu les résultats escomptés.

Le second ennemi du peuple bulgare est la mafia. Les procédés mentionnés ci-dessus caractérisent la majorité des activités de cet Etat dans l'Etat. La prostitution, le trafic d'armes et de drogue, le racket, les assurances sont ses principales activités. La mafia bulgare garde sa prédominance, alors que la mafia russe est obligée de lui verser l'obole pour pouvoir exercer ses activités de « bienfaisance ». Le seul code d'honneur existant entre ces différentes organisations du crime est celui du plus fort. Le président de la Fédération de lutte en a fait l'amère expérience, courant avril 1995, puisqu'il s'est fait mitrailler en pleine capitale, Sofia. Règlement de compte entre mafieux ou vengeance policière ? La rumeur court toujours. Ces nombreux règlements de compte font partie du quotidien. A la radio, à la télévision nationale, des bulletins d'information diffusent essentiellement les dernières péripéties des différentes mafias et des crimes crapuleux. Les quarante crimes par jour dans la seule ville de Varna (400 000 habitants) sont assez révélateurs de l'insécurité qui semble régner dans le pays. Laisser les différentes mafias se propager, régler leurs comptes au milieu des passants, consacrer un temps d'antenne à diffuser des faits divers aussi sanglants, bref, laisser se développer un sentiment d'insécurité dans la mentalité d'une population n'est-il pas le choix délibéré d'une politique ? Elle semble réussir car, de plus en plus, la population regrette l'époque où le Parti communiste tenait de main ferme le pays.

S'opposer à cet Etat dans l'Etat conduit inévitablement à la mort. Actuellement, il n'existe aucun mouvement capable de lutter efficacement contre le crime organisé. La police et la mafia semblent entretenir des rapports de bon voisinage. Elles doivent avoir quelques points communs... Rejoindre la classe des exploités ou l'organisation du crime, inspirer le risible ou la crainte, le choix est simple pour un jeune homme.

Le peuple bulgare vit dans un monde sans repère. Le bien est le mal et la résignation semble emporter l'esprit des plus conscients.

Les idées, les pratiques anarchistes doivent être diffusées auprès du peuple bulgare, à la fois comme force de résistance contre les ennemis du peuple et aussi comme proposition d'une société plus égalitaire et libertaire.

Les propositions des anarchistes peuvent être des réponses aux interrogations actuelles et des pistes pour une nouvelle société en Bulgarie. Par le passé, malgré la répression monarchiste, nos idées, nos pratiques faisaient partie intégrante de la vie quotidienne dans les campagnes comme dans les villes. Notre presse était diffusée à plus de 70 000 exemplaires par semaine, dans l'immédiate après-guerre. Les camps de concentration communistes se sont remplis de milliers de nos militants, et la répression a empêché, en grande partie, le renouvellement des générations de compagnons. Mais dans les mentalités bulgares, l'idéal est encore vivant.

Résister dans un premier temps contre les ennemis du peuple, puis proposer une société où nos idées et nos pratiques puissent être compatibles avec les aspirations des descendants de Spartacus, tel est le défi des anarchistes, pour que le titre de Dumont, transformé par mes soins, soit jeté dans les poubelles de l'histoire.

ROGER PALTOQUET

BERLIN
SEMAINE INTERNATIONALE DES SQUATTS
Du 5 au 13 avril, les 15 derniers squatts illégaux de Berlin organisent une rencontre.
Renseignements :
FAX Götz Astatu : 030/312.13.98.
(Apportez votre couchage.)

Le Centre libertaire organise les 13 et 14 avril à Bruxelles
LES RENCONTRES ANARCHISTES (édition 1996)
BELGIQUE-NORD de la FRANCE
Pour y participer, écrivez au
CENTRE LIBERTAIRE
65, rue du Midi, 1000 Bruxelles
BELGIQUE

CASSETTE R. L.

Radio libertaire présente

L'ANARCHISME

Libertaire

présente

Collection
« Connaissance de l'anarchisme »

L'ANARCHISME

40 F

Collection
« Entretiens avec Henri Laborit »
- Eloge de la fuite
- La nouvelle grille
- La colombe assassinée
- Copernic n'y a pas changé grand chose
- L'homme et la ville

Collection
« Connaissance de l'anarchisme »
- L'anarchisme
- Anarchisme et marxisme
- Le fédéralisme libertaire
- L'organisation spécifique anarchiste

Prix : 40 F.
Carte d'auditeur : 35 F.
Prix par 4 : 30 F pièce.

Radio libertaire 89.4

MANIFESTATION POUR LES DROITS DES FEMMES AU CHESNAY

Après la Journée de la femme

Le 9 mars... la pilule du lendemain

Le 27 janvier dernier, à l'appel de Ras l'Front, du syndicat CRC, de la CADAC, de l'association de Saint-Quentin-en-Yvelines « Les Amis du Chat Noir Turbulent » et des syndicats CNT 78 (Santé-Social-Education et PTT), nous étions une centaine pour nous opposer à la venue des intégristes de « SOS Tout-petits » et de la Ligue pour la Vie devant l'hôpital public (et laïque, comme tous les hôpitaux) André-Mignot, au Chesnay (près de Versailles). Nous avions fini par imposer la sortie des fachos de l'enceinte de l'hôpital, au prix d'échauffourées qui firent trois blessés.

Immédiatement, les intégristes annoncèrent par voie de presse leur intention de revenir le 9 mars. « Les Amis du Chat Noir Turbulent » et les sections CNT des Yvelines décidèrent de leur préparer une réception, en organisant ce même jour une manifestation pour les droits de la femme, dans les rues de Versailles. Nous voulions faire de cette journée le point final des manifestations anti-IVG sur la région et élargir le combat aux revendications générales contre le sexisme et le patriarcat (en collaboration avec la commission Femmes de la CNT), démontrant que l'affirmation des droits des femmes est un acte positif, qui n'a pas besoin du repoussoir de l'intégrisme et de l'extrême droite pour être revendiqué.

Mais voilà, les notables versaillais ne l'entendaient pas ainsi. Le 6 mars, un arrêté préfectoral tombe, interdisant le rassemblement anti-IVG, mais aussi notre manifestation (oui, le 8 mars, c'est la Journée de la femme, mais après l'heure, c'est plus l'heure !). D'ailleurs, toutes nos demandes de salle pour accueillir les manifestants furent refusées, y compris par ceux qui la veille faisaient un meeting sur les droits des femmes (les mairies de gauche PC et PS).

Le 9 mars, 200 personnes, à l'appel de la CNT et des « Amis du Chat Noir Turbulent », se retrouvent sur le trottoir, bien décidées à ne quitter les lieux qu'après l'arrivée attendue des intégristes. Le syndicat CRC, lui, mobilise le personnel de l'hôpital en tenant une assemblée générale. A 14 h, une vingtaine d'intégristes et de militants du Front national pointent le bout de leur nez. Nous en accueillons certains nous-mêmes ; la police en interpelle cinq, dont un curé. Mais les forces de l'ordre se retournent ensuite sur nous, procédant à une charge. Les coups volent et deux copains sont interpellés. Ce n'est qu'après une heure d'un face à face tendu avec la police que nous acceptons de quitter les lieux, certains que les anti-IVG ne reviendront plus. Nous nous retrouvons ensuite au commissariat de Versailles pour exiger la libération de nos copains. Au cri de : « Libérez nos camarades », nous nous installons face au cordon de gardes mobiles qui protège le commissariat. Au bout d'une demi-heure, la police accepte de relâcher les deux interpellés. Nous repartons en groupe vers la gare et c'est sur le chemin qu'une nouvelle rafle a lieu. Deux militants sont interpellés sous le prétexte étrange d'une plainte de fachos... Le quartier est alors quadrillé par un escadron de gardes mobiles. Enfin, à 20 h, grâce à la pression qui ne s'est jamais relâchée, les compagnons sont libres. Les Parisiens prennent le train. Nous, les « locaux », nous retournons dans nos quartiers.

Bilan de la journée ? Pour nous, il s'agissait de démontrer qu'aucun quartier, qu'aucune ville, quelle que soient sa tradition et son histoire, ne doit être le terrain de jeux des intégristes et des fascistes. Nous militons et vivons ici. En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous ne laisserons pas les Yvelines aux mains de ces sinistres guignols. A cet égard, nous ne pouvons que regretter l'absence des forces « démocratiques », pourtant maintes fois contactées ; celles-ci se contentant de communiqués de bonnes intentions dans la presse. Quant aux organisations venues « récupérer » leurs militants égarés, on ne les a pas revues aux abords du commissariat pour soutenir les victimes de la répression.

Enfin, les événements du 9 mars révèlent la tentation de certains de criminaliser le combat des femmes. Par l'appellation de pro-IVG, on renvoit dos à dos les deux camps, légitimant les interdictions. Et ceux qui se réjouissent de ce type d'interdictions devraient être attentifs au fait que la décision du préfet touchait aussi la défense des droits de la femme. Enfin croire qu'une telle décision supprime tout danger, c'est ignorer la réalité de ce retour à l'ordre moral, dont les commandos anti-IVG ne sont que la partie médiatique de l'iceberg. Et avec Christine Boutin, on est bien placé dans les Yvelines pour le savoir !

Notons aussi qu'un des interpellés est poursuivi pour rébellion. Nous vous avertirons, dès que nous en saurons plus. Pour le soutien aux victimes, contactez-nous : « **Les Amis du Chat Noir Turbulent** » - **Les syndicats CNT 78, BP 262, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex.**

Nous éditons un journal local *Le CaNarT*, dont le numéro de février est consacré aux combats pour les droits des femmes (abonnement 50 F pour 10 numéros, 100 F en soutien).

« Les AMIS du CHAT NOIR TURBULENT »

Programme d'actions anti-G7 de LILLE

Le groupe Humeurs Noires de la FA appelle à :
— une manifestation le samedi 30 mars, à 15 h, boulevard Jean-Baptiste Lebas, contre le pré-G7 des ministres de l'Emploi, de l'Ecbnomie et des Finances à Lille ;
— un concert avec *Carnivore 7*, *Jobby Crust* et *Vide Psychique*, le samedi 30 mars, à 18 h, au Bunker, 49 ter, rue du Docteur-Yersin ;
— une parade anti-G7 (théâtre de rue, musique...) le dimanche 31 mars, à 11 h, au marché de Wazemmes ;
— une réunion publique sur le thème : « Mondialisation du capitalisme : lutte mondiale contre le capital », le mercredi 3 avril, à 20 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage (M° Fives).

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
samedi 30 avril - 16 h 30
avec Yann Balinec
autour de son livre
« Le Fils de Judicaël ou les rois-chômeurs »
(LE TRAVAIL POUR QUOI FAIRE ?)

MAMA BÉA
« Du côté de chez Léo... »
jusqu'au 30 mars - 21 h 30
théâtre Montmartre-Galabru,
4, rue de l'Armée-d'Orient (M° Blanche)
75018 Paris
Entrée : 100 F (réduction : 70 F). Réservations : 42.23.15.85

RENDEZ-VOUS

BESANÇON
Jeudi 28 mars, 20 h 30 : conférence sur la « chanson anarchiste jusqu'en 1914 », avec Gaetano Manfredonia, au **Cercle Suisse, rue Lacorie.**
A l'initiative du groupe Proudhon de la FA.

MARSEILLE
Le groupe FA tient une permanence les premier et troisième jeudis de chaque mois, entre 18 h et 19 h 30, au **11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille** (où l'on peut également lui écrire).
Le groupe anime également l'émission « On s'en branle », sur Radio Galère (88.4 FM), le deuxième mercredi du mois, de 22 h 30 à 23 h 30.

NANCY
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de la FA organise, le vendredi 29 mars, à 20 h 30, une conférence avec Jacky Toublet sur le thème : « Anarchisme et mouvements sociaux ». Cette conférence a lieu au **restaurant L'Atelier, 87, avenue du Général-Leclerc.**
Un repas suivra, pour lequel vous pouvez réserver au **83.15.10.54.**

NICE
Chaque mardi soir, dès 20 h, le groupe FA de Nice organise des « discussions libertaires » au **19, rue de Dijon (près de l'ancienne gare du Sud).**
De plus, les permanences du groupe se tiennent tous les samedis de 15 h à 18 h, à la même adresse.
Groupe FA c/o ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

PARIS
Conférence du groupe Louise-Michel :
— vendredi 29 mars, 20 h : « Les Sectes », avec Xavier Pasquini, de *Charlie Hebdo*, au local « **La Rue** », **10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), métro Blanche ou Abbesses, 75018 Paris. Tél. : 42.23.32.18.**

PARIS
Vous pouvez joindre le groupe Alliance (20e arrondissement de Paris) dans les lieux suivants :
— collectif autogestionnaire du 20e, **33, rue des Vignoles :** permanence chaque dimanche, à 16 h 30 ;
— tables de presse à l'**université de Tolbiac, 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris :** lundi et vendredi de 12 h à 14 h ;
— vente du ML à la criée : dimanche, en fin de matinée, **rue Ménilmontant, en face du supermarché Champion, M° Ménilmontant, 75020 Paris.**

MONTPELLIER
Le groupe FA de Montpellier vous invite, le jeudi 4 avril, à 20 h 30, à une réunion publique sur le thème de « l' anarcho-féminisme » à **L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.**

NÎMES
Jeudi 4 avril, 20 h 30, réunion publique de la FA du Gard sur le thème du « logement », au **centre culturel Pablo-Neruda, au 2e étage.**

RENNES
La FA organise, avec le SCALP, une réunion-débat le vendredi 29 mars, à 20 h, à la **Maison du Champ de Mars**, sur le thème : « Droit des femmes, seule la lutte paie ».
Hélène Hernandez, militante de la FA, syndicaliste et membre de la CADAC, animera cette réunion.

VALENCE
Un groupe de la FA s'est constitué sur Valence. Pour le contacter, écrivez à la **librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon,** qui transmettra.

VILLENEUVE-DE-BERG (ARDÈCHE)
Pour joindre le groupe anarchiste d'Aubenas, écrivez au **CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.**

A LA PETITE SEMAINE

Droits civiques

Il est des droits civiques qui ne servent à rien : les miens ! N'étant toujours candidat à aucune fonction officielle, demeurant par ailleurs, comme tous mes compagnons libertaires ou presque, délibérément rétif à la fréquentation des bureaux de vote, il devrait m'être permis de les déléguer pour les deux années à venir à M. Henri Emmanuelli, qui semble si affecté par la perte des siens.

Qu'on m'entende bien, il ne s'agirait en aucun cas d'un abandon, mais d'un prêt. Car ces droits civiques ont ceci d'intéressant pour un anarchiste qu'ils peuvent lui être supprimés dans les grandes occasions. Ce fut pour un certain nombre de compagnons du passé une grande fierté que de se voir privé de ces gadgets pour esclaves consentants.

S'il y a d'ailleurs quelque chose de choquant dans la privation des droits civiques de l'ex-premier secrétaire du PS, c'est bien précisément que cette sanction fut longtemps tout à la gloire et à l'honneur de ceux qu'elle frappait. S'appliquant aujourd'hui au premier élu venu, au moindre des tripatouilleurs de finances douteuses qui pullulent en politique, elle le met au même rang que ces hommes courageux qui en furent privés pour avoir refusé la soumission ou commis de ces actes de rébellion que la justice, celle qui siège dans des palais, ne tolère point mais que leur conscience leur dictait.

Imaginer qu'un jour un naïf, face à des condamnations identiques, puisse croire qu'un Emmanuelli est de la même trempe qu'un Lecoin ou un Marius Jacob, quelle tristesse !...

FLORÉAL

UNE BIOGRAPHIE DE SÉBASTIEN FAURE EXISTE BEL ET BIEN !

Par étourderie, j'avais écrit, dans le numéro spécial du ML consacré au centenaire du Libertaire, qu'il n'existait pas de biographie de Sébastien Faure. Il en existe une, bien sûr, celle de Jeanne Humbert, parue en 1947, sous le titre : *Sébastien Faure, l'homme, l'apôtre, une époque*. Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour signaler ma bourde. Ils ont bien fait. Dont acte. Cette biographie est évidemment épuisée. Une nouvelle édition serait la bienvenue.
On peut signaler également le livre d'Aristide Lapeyre (lui-même épuisé) : *La fin douloureuse de Sébastien Faure*. Enfin, et il y a parfois des coïncidences heureuses, un mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine vient d'être soutenu, en juin 1995, par Romain Martin, sous le titre *Sébastien Faure, orateur anarchiste et témoin de la vue d'une république – 1858-1942*, à l'université Toulouse-Le Mirail.

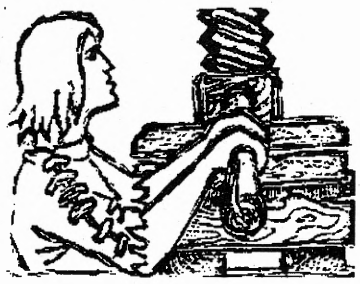
Y. P.

PARIS
jusqu'au 6 avril
FÉRON DIT COUTÉ
au théâtre des Déchargeurs
3, rue des Déchargeurs
(M° Châtelet - Les Halles)
à 20 h 30 du mardi au samedi
à 18 h le dimanche.
Réservation : 42.36.00.02.
Entrée : 100 F (étudiants : 60 F).

ROMAN ET NOTES

« Adriana Buenos Aires » et « Cahiers de tout et de rien »

Macedonio Fernandez - éd. José Corti



Qu'est-ce qu'un roman ? Une histoire mise en pages ? Si ce n'était que cela, il y a un demi siècle qu'on n'en publierait plus, tant est grande la puissance de l'image. Alors ? Eh bien, disons que dans un vrai roman, l'histoire n'est que l'alibi d'une réflexion, le désir assouvi de partager une expérience. L'homme ne forge l'outil de l'écriture que pour concevoir plus humainement son infinitude, afin, comme le nota Montaigne, d'évaluer la mesure de son propre regard. En conclusion, plus je m'observe avec détachement, plus sûre devient la rencontre avec l'autre, mon semblable. Macedonio Fernandez est l'homme que Borgès admira parce qu'il précédait ses fables, parce qu'il fut l'homme de l'amour humain. *Adriana Buenos Aires* est l'histoire d'amour simple et malheureuse d'« *un de ces vieux cœurs qui aiment la jeunesse.* » Et puisque tout livre expose le développement d'un regard, c'est la beauté de l'indigence que peint celui-ci dans une grandeur humaine. Certaines pensées ne produisent que de froids et brilllants cristaux. Cette pensée-là diffuse la lumière du cœur à petits mots. *Cahiers de tout et de rien* est une somme de brèves incursions dans l'énigme de la matière humaine et comme tel, un manuel de pathologie qui serait le complètement théorique du roman. Fernandez est à sa façon une sorte de Montaigne argentin, un philosophe écrivain qui traque les petits maux chroniques de son espèce et qui rejoint en eux le sens de son propre destin. Dans ce registre-là, Fernandez reste incontournable, c'est vrai et la distance, ce fruit du regard critique y trouve son compte. Entre un bon film à la télévision et deux livres comme ceux-ci, je n'hésite pas un seul instant. Merci également aux traductrices Marianne Millon et Silvia Baron Supervielle.

CLAUDE MARGAT

• Macedonio Fernandez, *Adriana Buenos Aires* (roman), José Corti éditeur/Unesco. Prix : 130 F. *Cahiers de tout et de rien* (notes et réflexion), José Corti éditeur. Prix : 100 F.

Editions du groupe Maurice-Joyeux (Paris)

Déjà parus :
• *A la recherche de la laïcité égarée*, de Pierre-Valentin Berthier, 5 F.
• *Les anarchistes et l'organisation*, de Maurice Joyeux, 8 F.
• *L'humanisme libertaire*, de Gaston Leval, 20 F.
• *Les anarchistes. Ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas*, de Sébastien Faure, 7 F.
• *L'individualisme social*, de Charles-Auguste Bontemps, 15 F.
• *Les différents visages de l'anarchisme*, par Stephen Byington, Edward Carpenter, John Henry Mackay, Henry Semour, W. Owen, 16 F.
• *Qu'est-ce qu'un anarchiste ?*, d'Emile Armand, 8 F.
• *Petit manuel individualiste*, Han Ryner, 15 F.
• *Qu'est-ce que la propriété selon P.-J. Proudhon* (volet 1), de Rhillon, 10 F.
• *Réflexions sur l'anarchisme*, de Manuel Devaldès, 15 F.
• *L'ABC de nos revendications individualistes anarchistes*, d'E. Armand, 7 F.

A paraître prochainement :
• *Ce que veulent les anarchistes*, de G. Thonar.
• *Le pacifisme libertaire*, de Pierre-Valentin Berthier.
• *Découverte de l'anarchisme*, de Louis Louvet.
• *Réflexions sur l'anarchisme*, d' A. Rettré.
• *Elisée Reclus*, de Han Ryner.
• *La propriété et la liberté*, d'Edouard Rothen.
• *Individualisme et socialisme*, l'indispensable synthèse, de Pierre-Valentin Berthier.
• *Qu'est-ce que la propriété selon P.-J. Proudhon* (volets 2 et 3), de Rhillon.
• *Histoire de la Fédération anarchiste (1945-1965)*, de Maurice Joyeux.
• *Autorité, anti-étatisme*, de Voline.

Tous ces ouvrages sont en vente (ou seront vendus) à la **librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.** Chèque à l'ordre de Publico. Pour toute commande, ajoutez 10% de frais de port.

• • •

Appel à souscription du groupe Puig-Antich (Perpignan)

Le groupe Puig-Antich va éditer aux éditions du Monde Libertaire les ***Actes du colloque national sur l'anarchisme***, qui s'est déroulé du 1er au 4 novembre 1995 à Perpignan.
Ce livre, d'environ 150 pages, riche d'une douzaine d'interventions de militants et militantes libertaires sur tous les aspects de la vie sociale, économique, politique et culturelle, sera vendu 60 F, prix public (+ 5 F de frais de port).
Dès à présent, vous pouvez vous le procurer :
— en souscrivant pour le prix de 40 F (+ frais de port) ;
— en commandes groupées :
• à partir de 10 exemplaires : 30 F l'exemplaire (+ 25 F de frais de port) ;
• à partir de 20 exemplaires : 25 F l'exemplaire (+ 40 F de frais de port).
Pour passer vos commandes : **CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.**
Chèque à libeller à l'ordre de : CES.
CCP 3096 L Montpellier.

ASSOCIATIONS

CRÉTEIL : « FILMS DE FEMMES »
XVIIIe Festival international de « films de femmes » (compétition de 60 films inédits), jusqu'au 31 mars, à la **Maison des Arts, de Créteil. Tél. : 49.80.38.98.**

GRIGNY : CONFÉRENCE DE LA LIBRE PENSÉE
La Libre Pensée de l'Essonne organise une réunion publique sur le thème : « Opus Dei, mythe ou réalité ? », avec Thierry Meyssan, le vendredi 29 mars, à 20 h 30, au **Centre communal Pablo-Picasso, 91350 Grigny.**

LES VANS (ARDÈCHE) : FORUM-RENCONTRES « RÊVONS NOS VIES, VIVONS NOS RÊVES »
Le groupe FA d'Aubenas nous signale que, le samedi 30 mars, à partir de 14 h, au **Centre d'accueil des Vans,** des associations se rencontrent, des débats s'organisent... sur le thème : « L'avenir annoncé est-il inéluctable ? Liberté, égalité... fatalité ? ».
A 17 h, un débat se déroulera sur le thème : « Pourquoi agir ? Comment agir ? ».
A 21 h, concert gratuit avec Figaro, Under Cover et L'Esterpi.
Ces rencontres vont des ouvriers licenciés d'une entreprise de transport aux esperantistes, en passant par les antinucléaires...

MONTPELLIER : SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS DES MANIFESTATIONS ANTI-JUPPÉ
Le comité de soutien a décidé de tenir une présence symbolique **devant les grilles du palais de justice de Montpellier** chaque mardi, entre 13 h 45 et 14 h 30. Ceci pour rappeler qu'il y encore 11 manifestants derrière les barreaux de la prison de Villeneuve, alors que partout en France les manifestants arrêtés ont été relâchés.
Renseignements au : **67.22.01.99** (téléphone) ou au : **67.58.55.32** (fax).

REIMS : « IL Y A 60 ANS... ESPAGNE 36 : GUERRE OU RÉVOLUTION ? », NUMÉRO SPÉCIAL DE « COURANT ALTERNATIF »
L'Organisation communiste libertaire (OCL) vient d'éditer un numéro spécial de *Courant alternatif*, intitulé « Il y a 60 ans... Espagne 36 : guerre ou révolution ? ».
Ce numéro de 28 pages est à commander à : « **Egregore », BP 1213, 51058 Reims cedex.** Prix : 25 F. Chèque à l'ordre de « La Galère ».

CLERMONT-FERRAND : SYNDICAT INTERCO CNT
A la suite du mouvement social de novembre-décembre 1995, auquel des militants FA et CNT-AIT ont pris part, il a été décidé la création d'un syndicat Interco CNT-AIT sur Clermont-Ferrand et ses environs. Contactez-le en vous adressant à : **Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.**

SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY : « ON A FAIM ! »
Le n° 19 du zine *On a faim !* vient de paraître. Il compte près de 100 pages d'actualité musicale alternative : interviews des groupes Raymonde et les Blancs Becs, Fugazi, Abdomen, Undolor pour les classiques de l'alternatif, mais aussi Albert Marcœur et la musique expérimentale.
On a faim !, c'est également de la BD, avec le retour de Peutit Keupon, un dossier dur l'Hirochirac et un autre plus littéraire sur les Rêves d'Amériques, histoire de voyager.
On a faim ! est accompagné d'une compilation CD, *Rhythms against racism 2*, qui propose plus d'une heure de musique rassemblant 18 groupes, de Die Bunker à Rachid et les Ratons, en passant par les Zarmazones... Prix : 60 F.
***On a faim !*, BP 47, 76802 Saint-Etienne-du Rouvray cedex** (chèque à l'ordre de J.-P. Levaray). En vente également à la **librairie du Monde Libertaire** (chèque à l'ordre de Publico).

EVRY : « CNT EDUCATION 91 »
Le Syndicat de l'Education CNT de l'Essonne édite un bulletin mensuel, *CNT Education 91*, que vous pouvez obtenir (contre une envelopppe timbrée) en écrivant à : ***CNT Education 91*, 3, rue de l'Ecole, 91000 Evry.**

MARSEILLE : « SAUVONS MUMIA ABU-JAMAL »
Le jeudi 4 avril (date anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King – 4 avril 1968), à 18 h, le Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal appelle à un rassemblement **devant le consulat des Etats-Unis (M° Préfecture).**
Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal : (16) 91.42.98.47.

PARIS : EXPOSITION « HOMMAGE AU CHIAPAS »
Peintures et dessins de Jesus Tonantzin exposés les 28, 29 et 30 mars à la **Maison du Mexique, Cité universitaire, 9c, boulevard Jourdan, 75014 Paris.** Vernissage le 28, à 18 h 30.

ESPAGNE : ACTIVITÉS « LOS ARENALEJOS »
La collectivité agricole Los Arenalejos vous propose diverses activités pour printemps-été 96 :
— 1er-6 avril (inclus) : reboisement d'une colline (8 à 10 personnes).
— 12-18 avril (inclus) : stage d'apiculture, de greffe sur olivier et création d'un verger (15 personnes). Hébergement (apportez un sac de couchage) et repas : 2000 pesetas/jour.
— 26-28 avril (inclus) : stage de yoga (limité à 20 personnes). Hébergement et repas végétarien : 3000 pesetas/jour.
Inscription et paiement préalables (au moins 50%) à : **Colectividad Los Arenalejos, lista de correos, 29567 Alozaina (Malaga), Espagne. Tél. : 19.34.08.05.42.08.**
Mandat international à l'ordre de **Florian Macarro Romero, Caja rural de Tolox, compte n° 3072-335-59-20219645 Tolox (Malaga).** Indiquez la destination.

L'illusion communiste, illusion du socialisme par l'hypertrophie de l'Etat et la terreur

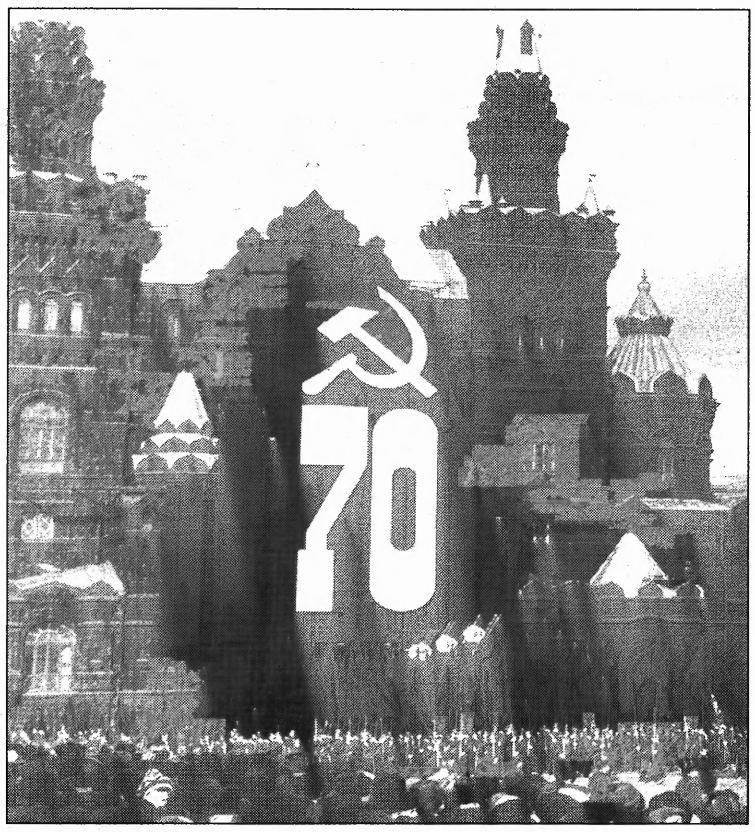
(Suite du ML n° 1035)

Ambiguïté de l'antifascisme

Car la vigilance anti-totalitaire, chez beaucoup, avait sombré dans l'ambiguïté de l'antifascisme, ou les avait détourné de l'action. Comment lutter contre Franco quand le Guépéou assassine en Espagne, dans ses prisons particulières, tous les suspects à Staline, du « trostkiste » Andrès Nin à l'anarchiste Camillo Berneri ? Dénoncer Hitler et si les exactions de l'Armée Rouge dépassent celles de l'armée allemande ? Exposer Auschwitz en gardant le silence sur Katyn et le goulag ? Comment combattre un fascisme en dissimulant le totalitarisme du partenaire communiste... Alors que les communistes avaient, de 1928 à 1933, en Allemagne, dans la stratégie « classe contre classe » de la « Troisième période » du Komintern, joint leurs efforts à ceux des nazis pour éliminer la social-démocratie, baptisée « *social-fascisme* », « *ennemi principal de la classe ouvrière* » et, donc, selon Furet, « *entre 1930 et 1933, cible privilégiée de l'extrême droite et de l'extrême gauche.* » (p. 236) Pourquoi, maintenant, privilégier l'illusion communiste si elle couvre les mêmes crimes que les fascismes ?

François Furet illustre l'impotence congénitale de l'antifascisme avec la décision de la Ligue des droits de l'Homme, dès les premiers procès de Moscou de 1936, de créer une commission d'enquête dirigée par Maître Rosenmark... qui aboutit, en 1937, à un rapport scandaleusement indulgent pour Moscou ; que combattront immédiatement Madeleine Paz, dont la Ligue refusera de publier la réfutation , Félicien Challaye, Alain, André Breton, Giono, Georges Bataille... Mais que défendra le président de la Ligue, Victor Basch, par analogie avec l'unité de la révolution française, autant que par priorité de la lutte anti-hitlérienne, en écrivant : « *Que préfériez-vous si le choix vous en était laissé, la Révolution, avec ses crimes, ou pas de crimes sans Révolution, qui d'entre nous se déciderait pour la seconde solution ?* » (p. 351) Quelques années plus tard, Victor basch sera assassiné par les Miliciens de Vichy, au nom de la Révolution nationale.

Mais si F. Furet consacre quatre pages à cet inepte débat franco-français avorté, il ne cite qu'en quatre lignes de note le contre-procès, autrement sérieux, mis sur pied par la gauche américaine en 1938, avec l'aide de John Dewey et de la *Partisan Review*, où même Trotsky sera appelé à témoigner, et qui fournira la réfutation « *la plus inconstestable* » à la sinistre mascarade judiciaire de Moscou. Francocentrisme curieux de la part d'un auteur présenté comme professeur à l'université de Chicago. Comme le remarque F. Furet (p. 328), « *l'antifascisme est idéologique ; il a inscrit la démocratie sur ses étendards. Quelle démocratie ? L'Etat soviétique, censé incarner le prolétariat au pouvoir, en figure l'avant-garde ; successeur des révolutions bourgeoises, il en porte plus avant le message de liberté et d'égalité.* »



Moscou, 1987 : défilé d'Octobre 17, sur la place Rouge. Photo D. Janin / AFP.

Les avatars de l'antifascisme n'étaient pas terminés. « *De septembre 1939 à juin 1941, Staline sera le principal allié de Hitler. De juin 1941 à mai 1945, son ennemi le plus acharné.* » (p. 365) Le protocole secret du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 laisse à l'URSS les pays baltes, la moitié de la Pologne et un cinquième de la Roumanie. Le 12 novembre 1939, Molotov va offrir à Hitler un partage du monde à quatre, avec l'Italie et le Japon, à condition de recevoir la haute main sur l'Iran du nord, l'Irak, la Turquie de l'est, la moitié des Balkans et la Finlande. Mais Hitler repousse les deux derniers points (pp. 385 et 400). Les termes « antifasciste » ou « antinazi » ont alors complètement disparu de la littérature communiste (p. 389).

Mais forcé par l'agression allemande de passer en 1941 dans l'autre camp, l'impérialisme russe conservera, grâce aux conférences de Téhéran, Yalta et Postdam, ses annexions précédentes, avec, en plus, la haute main sur tous les Balkans et l'Europe centrale, et des territoires japonais. Dans l'intervalle, le terme « antifasciste », disparu du langage soviétique, avait fait une réapparition en fanfare (p. 397).

Par contre, l'Union soviétique continuera à faire silence sur l'antisémitisme nazi et « *ira jusqu'à interdire toute mention des massacres de Juifs russes, biélorusses ou ukrainiens sur les monuments commémoratifs des crimes nazis commis sur son territoire. Au moment où elle s'acharne à mettre sur le compte de Hitler tous les crimes de la guerre, y compris ceux qu'elle a commis* [Katyn, NdlR], *elle se prive du seul argument qui permette de singulariser Hitler par rapport à Staline dans l'ordre du massacre délibéré : le génocide racial. Ainsi les Juifs ont-ils tout perdu, même leur malheur. Signe que les mauvais jours ne sont pas terminés.* » (p. 407) « L'antisémitisme soviétique est plus fort après la guerre, et plus encouragé par le pouvoir, qu'à aucune autre période de l'histoire de l'URSS, et il va culminer dans la grande campagne "antisioniste" entre 1949 et 1953. » (p. 540) Et F. Furet s'étend (pp. 536-546) sur la censure qui empêcha l'écrivain juif russe Vassili Grossman de continuer son œuvre romanesque sur le thème des camps nazis.

De fait, antifasciste ou pas, l'Union soviétique garde le record des massacres et des persécutions de masse. De « *la liquidation de dizaines de milliers de vieux cadres bolcheviks* » (p. 322) au « *génocide des paysans ukrainiens — cinq à six millions de morts* » (p. 177), à la persécution des antifascistes de tous pays, avec (p. 384) la livraison à l'Allemagne de plusieurs centaines d'antifascistes allemands et autrichiens (dont Margrete Buber-Neuman, compagne du dirigeant du PC allemand liquidé par Staline, livrée par le NKVD aux SS, et qui, venant du goulag, deviendra à Ravensbruck, l'amie de la compagne de Kafka, et se fera injurier à Paris au procès Kravchenko par les porte-parole du PCF pour avoir évoqué les camps russes), à tous les communistes polonais présents en Russie, déportés ou tués, à commencer par les membres du Comité central du Parti (p. 433), aux 15 000 exécutés autour de Katyn (p. 382), après la suppression de la Pologne « fasciste » (p. 372), à la « rafle gigantesque » en juin 1940 de près d'un million d'arrestations dans les pays baltes (p. 383), à Varsovie insurgée laissée se faire écraser pendant un mois par les Allemands, devant une Armée Rouge immobilisée (p. 402), à « *l'exode forcé de douze à quinze millions d'Allemands vers l'Ouest* » (p. 408), devant une « *Armée Rouge* [qui] *a multiplié les pillages et les viols sur son passage* » (p. 405), aux deux millions de prisonniers de guerre russes livrés par les Alliés et liquidés ou envoyés au goulag (p. 429), aux peuples entiers des républiques supprimées du Caucase, etc., etc.

Hypertrophie du pouvoir d'Etat, terreur et manipulation des masses ne pouvaient mener qu'à l'opposé du socialisme

Avec du recul, il est temps, dans le bilan du siècle, de dire combien l'illusion communiste a été novatrice, en créant le totalitarisme, et combien, sous couvert de volonté révolutionnaire, elle a généré exactement le contraire de ce que le marxisme, comme l'ensemble du mouvement socialiste prétendait amener. Résultat que la pensée libertaire, de Proudhon à Bakounine et Kropotkine, avait pressenti de longue date, en s'opposant aux méthodes marxiennes et maxistes, qui privilégiaient l'action de l'Etat. Les libertaires ont toujours dénoncé l'Etat comme porteur, à long terme, de la sclérose bureaucratique de la société, et comme tendant inéluctablement à créer sa classe dirigeante. Tandis qu'à court terme, notamment en cas de crise, la terreur policière ne peut entraîner le pouvoir qu'à démentir et renier toutes les aspirations humanitaires annoncées.

C'est ce que F. Furet méconnaît complètement quand il se penche sur les origines de la « passion révolutionnaire ». Aussi simplifie-t-il le débat en ne voyant en octobre qu'« *un putsch réussi dans le pays le plus arriéré d'Europe par une secte communiste, dirigée par un chef audacieux...* » (p. 36). Il s'agissait là, plutôt, d'un fourvoiement tenace de la pensée et de l'action d'une partie considérable du mouvement socialiste, obnubilée par la prise du pouvoir. Il est plus près des réalités quand il affirme : « *Bolchevisme et national-socialisme partagent en effet une véritable religion du pouvoir, professée le plus ouvertement du monde. Pour le conquérir et pour le conserver, tous les moyens sont bons, non seulement contre l'adversaire, mais aussi contre les amis. Jusqu'à l'assassinat, pratique courante des deux partis, des deux régimes, des deux dictatures.* » (p. 228)

Ceci transparaissait clairement dans les confidences de Hitler à Rauschning (Hitler m'a dit, 1939) : « *Ce qui m'a intéressé et instruit chez les marxistes, ce sont leurs méthodes... Tout le national-socialisme est contenu là-dedans... Les sociétés ouvrières de gymnastique, les cellules d'entreprise, les cortèges massifs, les brochures de propagande rédigées spécialement pour la compréhension des masses, tous ces nouveaux moyens de la lutte politique ont été presque entièrement inventés par les marxistes. Je n'ai eu qu'à m'en emparer et à les développer, et je me suis ainsi procuré l'instrument dont nous avions besoin.* »

Pour être juste, il faut rappeler que certains marxistes authentiques ont été parmi les premiers à démonter le système communiste, tel Otto Bauer disant en 1936 : « *La dictature du prolétariat y a pris la forme spécifique de la dictature totalitaire monopolistique du Parti communiste.* » (p. 192) Néanmoins, la leçon reste que se proclamer antifasciste sans être résolument et explicitement anti-totalitaire est un sens, ou, plutôt n'est qu'une formule creuse dictée par l'*illusion*.

ROLAND BRETON

SOMMAIRE

Page 1 : Immigrés : à quand le code-barres (suite p. 2), Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté (suite p. 4).
Page 2 : Immigrés : à quand le code-barres (suite de la « une »), Non-assistance à personne en danger.
Page 3 : Echo de lieux de galère... Osny et Nanterre, Lettre à Mme Fichot...
Page 4 : Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté (suite de la « une »).
Page 5 : La Bulgarie est mal partie.
Page 6 : Le 9 mars... la pilule du lendemain, Rendez-vous, A la petite semaine : *Droits civiques*.
Page 7 : Sébastien Faure, « Adriana Buenos Aires » et « Cahiers de tout et de rien » de M. Fernandez, Editions du groupe Maurice-Joyeux, Appel à souscription, Associations.
Page 8 : L'illusion communiste, illusion du socialisme par l'hypertrophie de l'Etat et la terreur (suite du ML n° 1035).

Pages I à IV : Supplément Education.